

Grand débat : « Sans les gilets jaunes, nous ne serions pas là »

21 janvier 2019

«Libé» a assisté à quatre réunions organisées dans le cadre de la grande consultation. Manifestants peu présents, espoir ténu... le bilan semble mitigé.

Grand débat : «Sans les gilets jaunes, nous ne serions pas là»
Entre thérapie de groupe citoyenne, assemblées locales et séances de remobilisation de la majorité : le grand débat se décline depuis une semaine sur tout le territoire. Tout en fixant les lignes rouges, notamment sur sa politique fiscale et économique, le gouvernement mise beaucoup sur cette catharsis nationale pour sortir de deux mois de mobilisation des gilets jaunes. Certains manifestants ont décidé de jouer le jeu, venant aux réunions avec leurs revendications mais parfois, les organisateurs ne se sont pas donné la peine de les inviter. *Libération* a assisté à quatre versions de ce grand exercice qualifié par le chef de l'Etat de «*démocratie délibérative*» et qui doit durer jusqu'à mi-mars.

La-Colle-sur-Loup

«*Nous on réfléchit, on débat, eux ils crient*»

Chantal Maimon est arrivée en avance à la salle la Rose de mai. Elle a déjà réaligné les chaises pliantes et scotché des affichettes sur la porte vitrée. «*Je n'animerai pas sept heures de débat. Je n'apporterai pas de réponses, écarte-t-elle. Je ne suis pas présidente de la République.*» Mais Chantal est bien référente de LREM à La Colle-Sur-Loup (Alpes-Maritimes), une commune de 7 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Nice. A 70 ans, cette retraitée de la grande distribution organisait samedi «*le premier débat dans une salle des Alpes-Maritimes*». Pour elle, «*les gilets jaunes ont pris trop de place, mais leur*

mouvement n'est pas que négatif. Ils n'ont pas tort sur tout. Le pouvoir d'achat par exemple : il est difficile de dire à un Français qu'il est possible de vivre correctement avec 800 euros par mois».

Cette première réunion commence donc sur ce thème mais - est-ce l'étiquette LREM des organisateurs ou l'heure matinale ? - on ne peut pas dire qu'on se presse à la Rose de mai. Au plus fort de la matinée, seize personnes s'assièrent face à Chantal. Certaines sont encartées LREM, toutes ont voté Macron et soutiennent encore ce président si peu populaire. C'est le cas de Gilles et Françoise, médecin et assistante sociale, venus en voisins de Saint-Paul-de-Vence. Leur jugement sur le mouvement déclenché le 17 novembre est sans nuance : *«Plutôt que de piailler ou de tourner en rond sur un rond-point, discuter permet de faire bouger les lignes. On va s'en sortir par le haut.»* Assis au deuxième rang, ils découvrent le menu concocté par Chantal à base de fiscalité, transition écologique, citoyenneté et organisation de l'Etat.

Mais finalement, la discussion va tourner à l'exercice de pédagogie pendant une heure et demie. *«Ce monde basé sur les ordinateurs a besoin de relais pour aider les gens, décrypte un participant de cette réunion aux faux airs d'AG, où tous les copropriétaires sont d'accord pour résoudre le problème de l'ascenseur. On a tous entendu parler de l'histoire de la carte d'identité où il faut parcourir 20 kilomètres pour la refaire. Cette déshumanisation et ce monde virtuel nuit à la démocratie. Que les gilets jaunes se retrouvent sur les ronds-points, c'est symptomatique. On a besoin de proximité.»* Le retour des cafés dans les villages, lieu de sociabilisation et de discussion, est proposé comme une des solutions. Bernard note. C'est lui qui se chargera de faire la synthèse et de la *«remonter au national»*. Il écrit aussi les remarques sur la taxe carbone, la limitation de la vitesse à 80 km/h, les médias, les réseaux sociaux...

A la Rose de mai, tout est très studieux. Les participants ont signé une feuille de présence et s'excusent quand ils se coupent la parole. Un respect facilité par la toute petite assemblée, l'uniformité des participants et, du coup, l'absence de confrontation. L'invitation n'a été diffusée que sur les pages Facebook et le site de LREM, les gilets jaunes n'ayant pas été spécifiquement conviés. On parle d'eux avec beaucoup de distance, si ce n'est du mépris. *«Nous, on réfléchit, on débat. Eux, ils crient, ils s'énervent»*, lâche Bernard. *«Si c'est pour avoir autant de policiers que de gilets jaunes dans la salle, ce n'est pas la peine»*, embraye Chantal. La

référente locale a prévu une nouvelle réunion vendredi. Toujours sans invitation des gilets jaunes.

ARRAS « Si tout cela part dans une boîte à oubli... »

Un vrai exercice démocratique, pour *« permettre l'expression de tous »*, c'est ainsi que Frédéric Leturque, maire d'Arras (Nord-Pas-de-Calais), voit le grand débat national. Sans tirer la couverture à lui ni faire le jeu du gouvernement, l'édile, passé de l'UDI aux Centristes de Hervé Morin, assume sa position médiane. Un *« accompagnement bienveillant »* qui laisse la main aux habitants de la préfecture (41 000 habitants) sur l'organisation de la consultation. Samedi matin, on débattait donc sur le grand débat dans les locaux de la mairie. *« Cela ne peut pas être l'affaire d'un maire : c'est une affaire de citoyens, avec tout le monde sur un pied d'égalité »*, insiste l' élu, qui trouve cette idée de grand débat *« remarquable »*. Mais s'il reconnaît à Macron une volonté d'agir, il regrette que ses courriers d'alerte envoyés à l'Elysée sur la baisse de l'APL ou la suppression des emplois aidés n'aient pas été pris en compte. Pour lui, *« les autorités nationales étaient sourdes »*, et les gilets jaunes ont fait exploser ce mur du silence. Devant les participants, Frédéric Leturque prévient : *« Il faut que tout soit bien consigné et utile. Si tout cela part dans une boîte à oubli, cela pourrait accentuer les déceptions et la fatigue générale. »*

Des formations seront d'ailleurs organisées samedi prochain en mairie pour les futurs animateurs et assesseurs bénévoles des tables rondes. Une trentaine de personnes sont volontaires. On a aussi voté sur le fonctionnement pour avoir des réunions *« au plus proche des gens »*, dans tous les quartiers d'Arras. *« Il ne faut pas que le débat soit confisqué par le centre-ville »*, met en garde un des rapporteurs. Le maire opine. Cendrine Woillet, représentante du «2CHT» d'Arras, un groupe de gilets jaunes, reconnaît à l'édile sa sincérité : *« Lui, il n'essaye pas de récupérer le débat. Je peux me tromper, mais j'ai le sentiment qu'il va nous laisser libres. »* Même si elle lui reproche d'avoir beaucoup tardé pour ouvrir des cahiers de doléances (dont le principe n'a été adopté que samedi). Elle aurait aimé aussi que le maire mette une salle à disposition : *« Nous voulons nous structurer et nous préparer pour le grand débat, en approfondissant les thématiques. »* Par principe, les gilets jaunes présents samedi ont refusé de faire partie des garants de cet exercice de démocratie participative. *« Nous,*

on a déjà des convictions, on n'est pas impartial, argumente Cendrine Woillet. Il faut respecter le cadre.»

Palaiseau

«La citoyenneté, c'est ce que l'on fait»

Ils sont venus nombreux et avec, visiblement, une envie sincère de débattre. A midi samedi, plus d'une centaine de personnes sont installées dans la salle du conseil municipal de Palaiseau (Essonne) où le maire LR, Grégoire de Lasteyrie, salue une *«première étape pour restaurer le dialogue»* au moment où *«la rupture de confiance des citoyens vis-à-vis de leurs élus et même des citoyens entre eux est palpable»*. Dans l'assemblée, la majorité des participants n'en sont pas à leur première réunion publique : habitués des conseils de quartiers, responsables associatifs ou militants politiques... A l'image de l'animateur du débat, Charles Henry, président de la MJC, professeur de lycée et candidat à la tête d'une liste de gauche aux municipales en 2008, qui a accepté d'orchestrer les rencontres.

Mobilisés sur le rond-point Gutenberg, entre Palaiseau et Villebon-sur-Yvette, les gilets jaunes locaux ont été invités. Un seul d'entre eux s'est déplacé. Devant l'assemblée, il raconte qu'il n'a connu que *«la dégringolade des salaires»* depuis son adolescence et que cela explique sa participation à un mouvement qui *«sommeillait depuis trente ans»*. Debout au fond de la salle, il s'éclipse avant la fin de la séance.

A quarante minutes de RER du centre de Paris, Palaiseau n'a ni la sociologie ni la géographie des territoires périphériques d'où est partie la colère cet automne. *«Sans le mouvement des gilets jaunes, nous ne serions pas là, je souhaite les remercier»*, note un intervenant. Pour lui, l'enjeu de ce débat national serait de réfléchir au moyen d'être écouté par les élus sans en passer par des référendums. Le référendum d'initiative citoyenne (RIC), revendication phare sur les ronds-points et dans les manifs jaunes, ne fait pas recette : une seule personne suggérera de l'instaurer *«au niveau local et pas national»*. Dans une ambiance grave et sereine, chacun y va de ses propositions. Un jeune homme juge *«cruciale»* la reconnaissance du vote blanc et un étudiant suggère qu'on instaure un système de *«vote par notation des candidats»*, quand un troisième défend sa vision d'une *«véritable démocratie participative»*. Dans son idée, classes populaires, moyennes et aisées devraient être représentées par des chambres différentes où siègeraient des citoyens

tirés au sort : *«Pour être adoptée, une loi devrait obtenir le vote de ces trois chambres.»*

Les lobbys, l'ENA, le Conseil économique, social et environnemental : tous les centres de pouvoir y passent. *«La citoyenneté c'est ce que l'on fait ce matin. On critique souvent les élus. Mais nous, que faisons-nous ? Le pays c'est d'abord nous. C'est immature de se plaindre de nos élus»*, s'emporte une intervenante. A la fin des deux heures d'échanges, un militant macroniste engagé n'est pas tout à fait rassuré : *«Je regarde la salle, je connais les trois quarts des gens.»* Pour les trois prochains débats d'ici mi-mars, il invite chacun à revenir *«accompagné de personnes qu'on n'entend jamais»*. Pour lui, le chef de l'Etat a pris un *«gros risque»* avec ce grand débat. Il *«craint le pire»* si cet exercice ne devait pas avoir de débouchés concrets.

Morestel

«L'écologie n'est pas taboue chez les gilets jaunes»

Curieux show-room automobile devant la Maison de l'amitié de Morestel (Isère), une petite commune de 4 500 habitants située entre Lyon et Grenoble. Sur le parvis, trois véhicules de gendarmerie s'alignent à côté d'une Zoé, la voiture électrique de Renault, portières ouvertes et stickers bleus vantant son achat *«à partir de 99 euros par mois»*. C'est à l'invitation de la députée LREM du cru, Cendra Motin, qu'un représentant du constructeur français est venu faire de la réclame. Morestel, c'est là où se trouve sa permanence parlementaire et l'élue avait déjà prévu de remplacer ses vœux-galette par une journée consacrée à la transition écologique. Une fois le grand débat lancé par le Président, elle a recyclé son événement, invitant ses concitoyens à un pique-nique-débat. Une petite centaine de personnes est présente à midi, dont seize gilets jaunes et sept gendarmes. Moyenne d'âge : la cinquantaine. Autant de femmes que d'hommes. On trouve des stands sur le tri et le compostage, sur les énergies renouvelables et l'isolation de l'habitat ainsi qu'une petite table Renault. *«C'est pour demander la libération de Ghosn»*, grince un habitant. La députée lance la séance en soulignant qu'il ne s'agit pas d'un meeting politique. *«Mon rôle, c'est de ne surtout pas intervenir. Je ne suis pas là pour répondre à des questions, pour prêcher la bonne parole.»* Le questionnaire du gouvernement est bien en vue sur les tables. *«Partir de ce papier, ça ferme le débat»*, lâche Catherine, 52 ans, porte-parole des gilets jaunes locaux. Mais contrairement à d'autres camarades qui quittent la pièce

assez vite, cette assistante maternelle prend un siège : *«Les grands débats sur l'écologie, on les a déjà eus sur les ronds-points. On a préparé des choses concrètes, on voudrait voir si c'est jouable maintenant.»* Catherine lit un long programme manuscrit qui commence par l'inscription de l'écologie dans la Constitution et dans le programme d'éducation civique. Viennent ensuite, en vrac, la baisse du prix des voitures, la *taxation des banques qui financent les énergies fossiles, des supertankers ou des entreprises qui émettent des gaz à effet de serre, en passant par la gratuité des déchetteries.* La porte-parole fait une pause : *«Je suis allée vite, mais vous voyez, l'écologie n'est pas un sujet tabou chez les gilets jaunes.»* Autour des tables, certains remplissent un seul questionnaire, parlementant ou votant avant. D'autres répondent individuellement après avoir discuté avec leurs voisins. Une quinquagénaire sociologue et *«insoumise écolo»*, commente : *«Il faut arrêter de parler des glaciers qui fondent à des milliers de kilomètres et informer les gens sur ce qu'il se passe chez eux.»* Il faut passer à la restitution des groupes fissa car à 15 heures, le programme de la députée prévoit une conférence sur les zones humides. Un peu court comme timing. Cendra Motin : *«Vous savez, on apprend en marchant.»*

[Alain Auffray](#) , [Stéphanie Maurice](#) , [Maïté Darnault](#) , [Mathilde Frénois](#)